



# ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

## Sécurité au Soudan

Question au Gouvernement n° 971

### Texte de la question

#### SITUATION AU SOUDAN

**Mme la présidente** . La parole est à M. Christophe Marion.

**M. Christophe Marion** . À nouveau, je veux faire entendre dans l'hémicycle les cris des Soudanaises qu'on viole, des civils qu'on massacre, des communautés du Darfour victimes d'un nettoyage ethnique qui s'intensifie depuis la chute de la ville d'El Fasher. L'horreur est documentée par les bourreaux eux-mêmes qui, dans une pulsion d'abjection, partagent les vidéos insoutenables de leurs crimes sur les réseaux sociaux. Safaris humains, exécutions sommaires au milieu des hurlements fanatisés des membres des milices janjawids : nous assistons, effarés, à un véritable génocide par balles.

Depuis avril 2023, on compte 150 000 morts et 16 millions de déplacés ou de réfugiés. La famine et l'horreur sont partout. Il y a quelques jours, 500 innocents ont été massacrés dans la maternité d'El Fasher. Aujourd'hui, j'apprends que les miliciens des Forces de soutien rapide exigent des réfugiés du camp de Gorom – que j'avais rencontrés au Soudan il y a deux ans et à qui je pense chaque jour (*Saisi par l'émotion, l'orateur s'interrompt quelques instants. – Applaudissements sur les bancs des groupes EPR, LFI-NFP, SOC, EcoS, Dem, LIOT et GDR ainsi que sur quelques bancs du groupe DR*) – des rançons de la honte pour obtenir la libération de leurs proches retenus en otage.

Monsieur le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, les condamnations de la France ou de l'ONU ne suffisent plus. Le silence des chancelleries européennes face aux Émirats arabes unis, qui arment le bras des tueurs, n'est plus acceptable. (*Applaudissements sur les bancs des groupes EPR, LFI-NFP, SOC, EcoS, Dem, LIOT et GDR ainsi que sur quelques bancs du groupe DR.*) Ne l'est pas plus l'indifférence des médias et des opinions publiques, que j'observe impuissant depuis le début de la guerre et sur laquelle je m'interroge sans cesse. Chaque vie compte ! Négliger les morts d'Afrique revient à nier notre humanité commune. (Mêmes mouvements.) Les Soudanais attendent de nous que nous traduisions en actes l'exhortation de Desmond Tutu : « S'il vous plaît, la seule chose que nous vous demandons est de reconnaître que nous sommes humains, nous aussi. »

Je vous demande donc de nous dire - de leur dire - ce que vous pouvez faire pour garantir la sécurité des civils ayant fui à Tawila pour échapper aux massacres d'El Fasher, pour faciliter l'ouverture de corridors humanitaires permettant la circulation de l'aide internationale, pour convaincre nos partenaires - particulièrement les Émirats arabes unis - d'agir pour que cessent les livraisons d'armes, pour que les combats s'achèvent enfin et pour que s'ouvre un chemin vers la paix ? (*Sur tous les bancs les députés se lèvent et applaudissent.*)

**Mme la présidente** . La parole est à M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

**M. Jean-Noël Barrot**, ministre de l'Europe et des affaires étrangères . Je partage votre émotion. Je me suis rendu il y a quelques mois à la frontière entre le Soudan et le Tchad, à Adré, où 300 000 Soudanais sont

accueillis par les agences des Nations unies après avoir fui les atrocités, la persécution et la guerre. J'ai pu lire dans les yeux noirs des femmes qui arrivaient au Tchad la terreur et les stigmates de la guerre atroce qui ravage le Soudan depuis deux ans et demi.

Je partage aussi votre indignation devant une forme d'indifférence de la communauté internationale. Je suis également indigné que, désormais, des forces politiques protestent lorsque la France se mobilise pour apporter des réponses humanitaires et politiques aux crises africaines, comme elle l'a fait jeudi dernier. Ce qui se passe en Afrique, au Soudan ou dans la région des Grands Lacs, engage une part de notre humanité. À ceux qu'un tel argument ne mobilise pas, je dis que l'instabilité et l'insécurité provoquées par les guerres qui déchirent l'Afrique auront à un moment ou à un autre, si nous n'en prenons pas la mesure, des conséquences lourdes et concrètes pour l'Europe et pour la vie quotidienne de nos concitoyens.

Cela nous donne deux raisons - deux obligations, même ! - d'agir en réponse à ces crises. Nous l'avons fait l'année dernière en accueillant à Paris la première conférence internationale humanitaire sur le Soudan et cette année en en coprésidant avec le Royaume-Uni la deuxième édition. Nous espérons qu'il n'y aura pas de troisième édition, pas de troisième anniversaire de cette guerre. Sur le plan politique, nous avons pris, à l'échelle européenne comme à l'échelle onusienne, des sanctions à l'encontre des belligérants et des responsables des atrocités. Nous soutenons les récentes médiations menées par les États-Unis pour que les belligérants cessent le feu et pour que les parties externes au conflit cessent d'alimenter le désastre humanitaire et sécuritaire au Soudan en armant les combattants. (*Applaudissements sur les bancs des groupes EPR, Dem et HOR.*)

## Données clés

**Auteur :** [M. Christophe Marion](#)

**Circonscription :** Loir-et-Cher (3<sup>e</sup> circonscription) - Ensemble pour la République

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 971

**Rubrique :** Politique extérieure

**Ministère interrogé :** Europe et affaires étrangères

**Ministère attributaire :** Europe et affaires étrangères

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 6 novembre 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 6 novembre 2025